

L'affaire Covid-19 : un désastre économique et une future démocratie

écrit par Docteur Dominique Schwander | 23 novembre 2021





La **démocrature** est un [mot-valise](#) utilisé en [science politique](#) pour désigner le caractère dictatorial d'un régime politique qui, par certains aspects, est démocratique. Ce [néologisme](#) est composé des mots [démocratie](#) et [dictature](#). Wikipedia.

Arrêtez d'essayer de faire croire aux Suisses que notre système de santé serait défaillant comme celui de France, d'Italie, etc. et que cette affaire Covid-19 serait une catastrophe sanitaire mortifère qui mettrait en péril nos hôpitaux. De quoi parle-t-on au juste ? Ne savez-vous pas que nos comportements, nos dépenses et notre patrie sont tout différents?

1. Contrairement à ce qui se passe en Italie, en Suisse plus de la moitié de la population consulte d'abord leur médecin de famille lorsqu'elle tombe malade. Seule une minorité se rend directement aux urgences d'un hôpital, ce qui soulage notre

système hospitalier et coûte moins cher.

2. En Suisse nous dépensons pour la santé par habitant plus que tous les autres pays européens (soit juste un peu moins que les USA). A titre de comparaison en 2019 l'Italie n'a dépensé que 47 % de ce que nous dépensons pour la santé par habitant, l'Angleterre que 60 % et la France que 70 %.

3. Notre pays, qui est une démocratie directe forte et un Etat-providence, était en janvier 2019 l'Etat européen le plus capable de faire face à une crise, à un désastre, voire même à une catastrophe, de manière à ce que la liberté, la survie économique et la santé soient en équilibre; à la condition que notre Constitution, nos lois, notre principe de subsidiarité et nos libertés soient respectées, ce qui est devenu de moins en moins le cas, puisqu'ils sont jetés bas par des élus médiocres épris de pouvoir, des scientifiques arrivistes, bruyants en public et pas des meilleurs et des médecins soumis aux médias subventionnés et à big pharma.

On a plongé tous les habitants de notre pays dans la peur et le chaos. Gouverner c'est prévoir; le désordre, la panique et le désastre actuels étaient prévisibles. Tromper la population pour qu'elle se soumette à des tests tel le PCR qui n'est pas un test diagnostique de maladie, se fasse injecter des thérapies géniques prophylactiques expérimentales à risque en la soumettant par la pression, le chantage et des pass de la honte constituent des violations manifestes pas seulement de notre *Constitution fédérale* et de nos lois mais flagrantes du Code de Nuremberg. Ce *Code de Nuremberg* impose le consentement éclairé libre et volontaire «sans intervention d'aucun élément de force, de fraude, de tromperie [ou] de contrainte».

<https://history.nih.gov/display/history/Nuremberg+Code>

N'oublions pas que les violations du *Code de Nuremberg* constituent des crimes contre l'Humanité au sens de la *Convention de Genève*. Les crimes contre l'Humanité sont considérés comme «les pires atrocités connues de l'humanité» et sont poursuivis en vertu du *Statut de Rome de la Cour pénale Internationale*.

<https://www.un.org/en/chronicle/article/role-international-criminal-court-ending-impunity-and-establishing-rule-law>

Le refus de nos gouvernants de répondre à nos questions et nos messages et de débattre, compte tenu du nombre de personnes trompées et menacées, de l'éloignement constant de nos élus pro-pandémie et pro-thérapie génique prophylactique du débat public et de la vérité, seront considérés par les avocats et les historiens du futur et par nos petits enfants comme ayant activement contribué à des crimes contre l'Humanité, avec tout le poids des implications pour toutes les parties impliquées.

Aucune croyance, aucune idée, aucune opinion ne peut exiger des concitoyens de ne pas être débattue, critiquée, caricaturée. Parce qu'à défaut, on n'accepterait plus de vivre qu'entre personnes pensant et croyant la même chose et alors tout débat, toute controverse, toute remise en question seraient estimés offensants .

Tant de nos élus manipulateurs, tout comme les djihadistes radicalisés de l'islam-idéologie, utilisent l'arme de la peur pour nous faire abandonner un mode de vie et notre Constitution construits au fil de siècles de notre démocratie directe. **C'est à nous et à ceux qui nous succéderont de se battre, pour rester libres.** Rester libre, cela implique de pouvoir parler librement, sans être menacés, sans être soumis à un chantage, sans être ostracisé, de prendre soin librement de sa santé et de celle de ses enfants. Or c'est de moins en moins le cas dans nos pays de l'Europe centrale où nos gouvernants et leur clique de "savants" se comportent comme une mafia contre laquelle nous devons porter plainte.

Nos élus ne s'étant pas engagés ouvertement pour veiller à ce que le public ait une compréhension objective des risques cliniques et économiques de ces tromperies et menaces, nos élus ayant manqué de volonté, surtout ayant refusé, par leur idéologie, de mettre au premier plan la défense des intérêts nationaux et des citoyens et même encouragé une désouverainisation, les sceptiques se voient obligés de continuer à combattre ces coronafolies et cette marche forcée vers la dictature.